
Deux enjeux philosophiques entourant la structure des recommandations issues du secteur public

Marc-Kevin Daoust*¹ and Victor Babin*²

¹Ecole de Technologie Supérieure – 1100, rue Notre-Dame Ouest Montréal (Qc) H3C 1K3 Canada, Canada

²Université de Montréal – 2910 Boulevard Édouard-Montpetit, Montréal, QC H3T 1J7, Canada

Résumé

Les ministères, commissions et autres institutions publiques des démocraties libérales ont différentes fonctions. L'une d'entre elles est de conseiller les décideurs, ou plus précisément, de formuler des recommandations à l'attention des décideurs. Or, les institutions publiques savent que leurs recommandations vont souvent être ignorées en partie par le décideur. Cette situation de "conformité partielle" aux recommandations soulève plusieurs problèmes de nature philosophique pour les institutions. Jusqu'à présent, ces problèmes ont été peu étudiés. Dans cet article, nous remédions à cette lacune. Nous identifions deux enjeux entourant la structure des recommandations issues du secteur public. Le premier enjeu concerne l'inséparabilité entre certaines recommandations. Le second enjeu concerne la stabilité des recommandations issues du secteur public. Notre démarche et nos observations se basent sur une analyse de 570 recommandations tirées de 40 documents et rapports du secteur public québécois.

Mots-Clés: théorie idéale, approximation des idéaux, conseil, séparabilité, politiques publiques

*Intervenant